

# Humour ou humeur ? Pourquoi il faut envahir militairement le Liechtenstein...

**Pierre Conesa**

Chercheur associé à l'IRIS

**E**n février 2008, l'élégant prince héritier Aloïs de Liechtenstein a accusé l'Allemagne de « recel », pour avoir récupéré illégalement un DVD contenant des renseignements sur près de 700 fraudeurs fiscaux allemands, soupçonnés d'avoir placé une partie de leur fortune sur les comptes de fondations liechtensteinoises. La gauche allemande a traité la petite Principauté d'État « pirate » ou « vaurien ». La pression de Berlin a eu de l'effet puisque le Liechtenstein a été retiré de la liste noire des paradis fiscaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2009, suite à son engagement de se conformer aux recommandations de l'organisation en matière de transparence et de coopération fiscale. Peut-on y croire ? Enverrait-on en justice la famille princière qui contrôle l'une des plus grandes banques locales, la Liechtensteinische Landesbank ? Le Prince Max von und zu Liechtenstein, fils du régent et dirigeant de cet établissement, a été mis en cause par une plainte déposée au parquet de Hambourg pour « soupçons de faute grave » à la fin de l'année 2010. Mais le procureur général de la Principauté, Robert Walner, répondait alors aux journalistes qui l'interrogeaient : « J'ai appris cela par les journaux. Je n'en sais pas plus », avant de finalement préciser : « Il n'y a pas

d'investigations menées au Liechtenstein concernant le prince Max »<sup>1</sup>. Bref, en plein cœur d'une Union européenne confrontée à la plus grave crise économique et financière depuis sa fondation, survit un paradis fiscal offrant toutes les facilités pour frauder le fisc, cacher de l'argent sale, créer des sociétés écrans, fonder une des 45 000 à 50 000 fondations interlopes recensées (comme celle destinée à gérer la fameuse île d'Arros achetée par Liliane Bettencourt). Quelle solution imaginative envisager ?

L'espionnage peut être efficace. Le BND allemand reconnaît avoir payé 5 millions d'euros pour acheter le fameux DVD qui devrait permettre au pays de récupérer plusieurs centaines de millions d'euros. Mais c'est une action aléatoire.

L'invasion militaire est une solution offrant un grand nombre d'avantages. D'abord on y trouverait les fortunes de quelques *golden boys*, patrons de grands établissements financiers et autres traders, qui nous ont légué la crise financière de 2008. Ensuite on y reconnaîtrait quelques évadés fiscaux, puisque la fraude fiscale n'est pas là-bas considérée comme un délit. Quelques hommes d'affaires d'importance et intermédiaires y ont leurs habitudes. On pourrait aussi connaître la fortune de quelques « grands » dictateurs tels que le regretté Mobutu, et peut-être les Obiang, le clan Ben Ali-Trabelsi, ou encore Ali Bongo qui perd confiance en notre pays... Le Liechtenstein était le havre des vieilles mafias bien de chez nous (italiennes). Est-ce le cas pour les cartels mafieux de nouveaux riches comme le cartel de Sinaloa<sup>2</sup> ou les mafieux russes ? Enfin, on y retrouverait certainement quelques œuvres d'art volées pendant la Seconde Guerre mondiale, comme ce fut le cas avec le coffre numéro 5, loué en 1978 par Bruno Lohse, « acheteur » au service de Goering, mort à l'âge de 95 ans, et qui contenait encore une part de son butin de guerre. Comme disait, de façon délicieusement cynique, le procureur Vogt : « La question [...], c'est de savoir si nos institutions ne sont pas trop libérales au point d'être facilement abusées »<sup>3</sup>.

L'opération militaire serait assez aisée puisque le pays n'a pas d'armée, à la différence de la Suisse, et l'objectif stratégique en serait, non pas ses 36 000 habitants, mais ses 70 000 sociétés « boîtes aux lettres » et autres fondations à activités non commerciales, qui ne sont inscrites sur aucun registre public, ni contraintes à une quelconque obligation de publication de comptes, ni même de tenue de comptabilité. On peut penser que peu d'indignés locaux se sacrifieraient pour protéger l'argent des autres. D'autre part, l'Europe de la défense, qui a du mal à se fixer des objectifs stratégiques, pourrait y conduire l'opération seule, sans appui otanien, ni états-unien. L'Europe économique y trouverait aussi son

1. Ian Hamel, « Liechtenstein : difficile sortie du paradis (fiscal) », *Le point.fr*, 16 octobre 2011.

2. Organisation criminelle mexicaine.

3. « Le Liechtenstein, principauté sans principes ? », *l'Express.fr*, 6 avril 200.

intérêt. Les soixante-quatorze multinationales implantées au Liechtenstein, le plus souvent sous la forme d'une simple boîte postale, pourraient alors devoir s'acquitter d'un impôt, non plus au taux local actuellement en vigueur de 18 %, mais à un taux de 30 % aligné sur la moyenne européenne. L'invasion enverrait un message fort aux innombrables paradis fiscaux qui couvrent le territoire européen : Chypre (où les banquiers grecs conseillent aux possédants de leur pays de mettre leur argent), le Luxembourg, la Lettonie, Malte, l'Irlande, Monaco (qui a signé une convention fiscale avec la France mais pas avec l'Italie), Andorre, les Antilles néerlandaises, la Polynésie française, Saint-Marin, et puis la nuée de places relevant de la Couronne : la City, Guernesey, Sainte-Lucie, Gibraltar, Jersey, l'île de Man et leurs relais exotiques (Bermudes, Bahamas, îles Vierges), battant pavillon britannique mais non soumis à une réglementation européenne parfois gênante. Enfin, effet indirect, des places financières s'alerteraient ailleurs dans le monde puisque, par exemple, la société fiduciaire Allgemeines Treuunternehmen (ATU), l'une des plus importantes du Liechtenstein, a ses filiales installées en Uruguay, au Panama, à Anguilla et dans les îles Vierges britanniques.

La guerre peut encore être évitée, mais cela supposerait que l'Union européenne fasse plus sur les paradis fiscaux européens que contre la population grecque. En est-elle capable ?